

Plan Local d'Urbanisme

Commune de Meux

PIÈCE N° 2

MAIRIE DE MEUX
28 Les Pièces du Château
17500 MEUX

AGENCE UH
6 rue du Marché
17610 SAINT-SAUVANT



Projet d'Aménagement et de Développement Durables



	Prescription	Arrêt	Approbation	Publication
Elaboration PLU	08/09/2022	02/03/2026		

Vu pour être annexé à la décision du Conseil Municipal en date du :

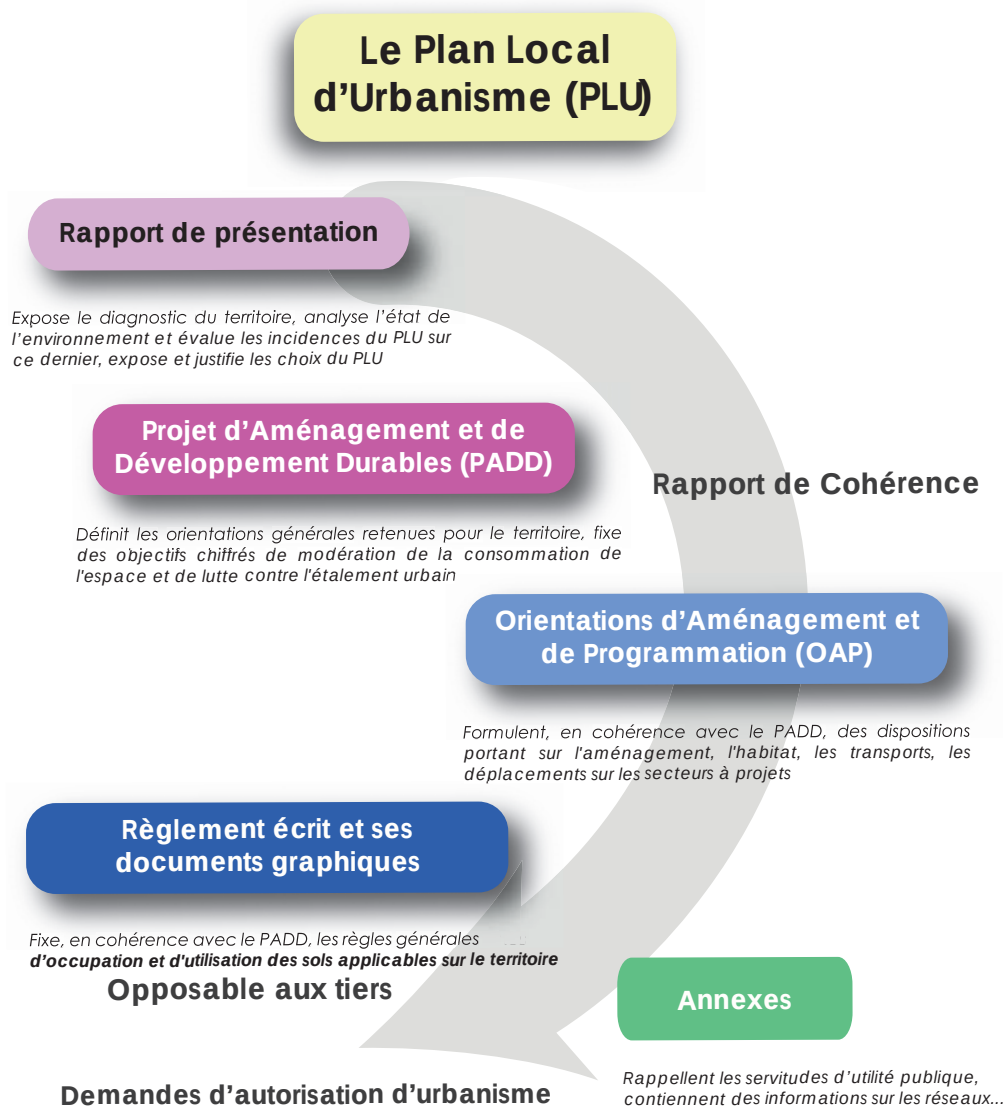
Le Maire :

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	3
EXTRAIT DU CODE DE L'URBANISME	4
1. Protéger et transmettre :	5
1.1 Sauvegarder les ressources naturelles et la biodiversité	6
1.2 Participer à la lutte contre le changement climatique	7
1.3 Intégrer le facteur risques et les nuisances	8
1.4 Conserver l'identité rurale du territoire	10
2. Animer le territoire et valoriser le cadre de vie:.....	12
2.1 Opter pour un projet de croissance raisonnée compatible avec les objectifs supra-communaux	13
2.2 Œuvrer pour un bourg dynamique et conforter le cadre de vie des habitants ..	13
2.3 Pérenniser les activités économiques de la commune	14

Principes d'élaboration du PADD

- Sur la base du diagnostic mettant en exergue les enjeux du territoire et exposé dans le rapport de présentation, le PLU définit un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).
- Ce document se doit d'exposer les grandes orientations poursuivies dans le projet de PLU par la municipalité pour les 10 années à venir.
- Ces orientations doivent répondre aux ambitions de la commune tout en assurant l'atteinte des objectifs formulés par le législateur aux **articles L101-1 et suivants du Code de l'Urbanisme** (cf page suivante).
- Le contenu du PADD est même fixé dans l'**article L151-5 du Code de l'Urbanisme** (cf page suivante).
- Il doit également s'inscrire **en compatibilité avec les documents supra-communaux**, s'agissant principalement du Schéma de Cohérence Territoriale de Haute-Saintonge.
- Le PADD est la « **clef de voûte** » du **PLU** dans la mesure où les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ainsi que les pièces réglementaires écrites et graphiques du PLU, doivent être en cohérence avec ses orientations.



ARTICLE L101-2 DU CODE DE L'URBANISME

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) **Le renouvellement urbain**, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, **la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain** ;

c) **Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels** ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° **La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville** ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, notamment les services aux familles, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° **La prévention des risques** naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° **La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques** ;

6° bis **La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme** ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, **la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables** ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

ARTICLE L151-5 DU CODE DE L'URBANISME

Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de **protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques** ;

2° Les orientations générales concernant **l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des énergies renouvelables**, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, **le développement économique et les loisirs**, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Pour la réalisation des objectifs de réduction d'artificialisation des sols mentionnés aux articles L. 141-3 et L. 141-8 ou, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, en prenant en compte les objectifs mentionnés à la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales, ou en étant compatible avec les objectifs mentionnés au quatrième alinéa du I de l'article L. 4424-9 du même code, à la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L. 4433-7 dudit code ou au dernier alinéa de l'article L. 123-1 du présent code, et en cohérence avec le diagnostic établi en application de l'article L. 151-4, **le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.**

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L. 153-27.

1. Protéger et transmettre : Le défi patrimonial

1.1 Sauvegarder les ressources naturelles et la biodiversité

1.1.1 Participer à la protection et à la remise en état des continuités écologiques

- **Proscrire tout développement urbain susceptible d'impacter les habitats et espèces associés à la vallée du Trèfle** : Le Trèfle et son affluent, le Tâtre, traversent la frange Est de la commune de Meux. Ils font l'objet d'une protection au titre du réseau Natura 2000 «Haute vallée de la Seugne» et forment la trame bleue locale.
- **Protéger la dentelle de boisement du territoire** : Ces surfaces isolées et morcelées sont d'autant plus fragiles et méritent une protection au sein du PLU.
- **Protéger les habitats d'intérêt encore présent sur le coteau des 7 Moulins** : Le territoire de Meux fait l'objet d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique multisites dite « Fief de Chez Joyau» dont la valeur repose dans la présence d'orchidées. Il s'agit d'une zone très peu étendue et exposée à une forte pression agricole qu'il convient de protéger.
- **Préserver de l'urbanisation les zones humides** : Il s'agit là d'un objectif du SAGE Charente et du SCOT. Il s'agit de garantir qu'aucune zone humide ne sera impactée par le présent projet en levant toutes les présomptions de zones humides sur les futures zones à projet.
- **Inventorier et protéger les éléments naturels relais au sein de la trame verte et bleue, que sont les haies, les ripisylves, les arbres isolés, les mares...** : Ces éléments ponctuels jouent un rôle majeur en tant que corridors ou réservoirs secondaires notamment dans la plaine. Le projet a même vocation à enrichir ces derniers via la plantation de nouvelles haies.
- **Promouvoir la « nature en ville » et la « biodiversité »** : Au sein des bourgs notamment, il est important de préserver les trames de jardins et de parcs qui offrent des espaces végétalisés de respiration et jouent un rôle important dans la lutte contre l'imperméabilisation des sols. En outre, dans les futures opérations d'aménagement, le travail sur la densifica-

tion devra s'accompagner d'espaces collectifs de qualité et notamment d'espaces verts. La biodiversité ne devra pas y être négligée bien au contraire. La végétation en présence (en fonction de son intérêt) devra être préservée, de nouveaux arbres et linéaires de haies devront être plantés et des jardins créés dans une logique de corridor et de réservoirs... La municipalité souhaite d'ailleurs alerter sur la nécessité de choisir des essences locales adaptées au climat et non invasives et montre d'ailleurs elle même l'exemple, à hauteur de ses espaces verts et en plantant de nouvelles haies d'essences locales autour de son terrain de football.

1.1.2 Garantir une bonne qualité et gestion des eaux

- **Imposer une gestion des eaux usées de qualité** : Dépourvue de dispositifs d'assainissement collectif, il s'agira d'orienter les futurs constructeurs sur des solutions individuelles. Au delà de la carte d'aptitude des sols d'EAU 17, il est rappelé qu'il conviendra de conduire des études de sol et d'adapter les dispositifs d'assainissement non collectif à la qualité des terrains en conformité avec la réglementation en vigueur.
- **Penser les futurs aménagements et opérations dans le respect du cycle naturel de l'eau et lutter contre l'imperméabilisation des sols** : Il faut une gestion maîtrisée des impacts du développement urbain sur le ruissellement pluvial, pour garantir l'absence de rejets pluviaux susceptibles d'affecter les milieux aquatiques récepteurs ou encore de générer des risques d'inondation par ruissellement. Parallèlement, la gestion des eaux pluviales à « ciel ouvert » doit être privilégiée et participer à valoriser les espaces verts.

1.2 Participer à la lutte contre le changement climatique

1.2.1 Économiser l'espace

- **Encourager le réinvestissement du bâti existant : La résorption de la vacance ou encore des changements de destination** : d'anciens bâtiments agricoles, peuvent permettre de produire des logements sans générer de consommation d'espace. La collectivité entend donc donner les moyens aux habitants de réinvestir ce bâti souvent ancien et d'intérêt patrimonial. Dans le même sens, le projet consiste à valoriser l'habitat existant via des possibilités de réhabilitations, d'extensions et d'annexes sur l'ensemble du territoire pour éviter les risques d'abandon.
- **Hiérarchiser l'enveloppe urbaine et mettre fin à l'urbanisation diffuse** : Il convient d'opter pour un développement plus structuré. Dès lors, le bourg en tant que centralité a vocation à être renforcé en priorité tandis que certains hameaux pourront se densifier ponctuellement (en comblement des dents creuses) comme le prévoit le SCOT. En revanche, les écarts, les micro-hameaux, ou encore les hameaux agricoles (comprenant des exploitations)... n'ont plus vocation à accueillir de nouvelles habitations au profit de la valorisation de l'existant.
- **Densifier les parties actuellement urbanisées** : Le projet mise sur le comblement de dents creuses au sein des zones urbanisées qui ont été retenues dans le PLU, dans l'objectif de modérer la consommation des espaces agro-naturels.
- **Couvrir environ 70% des besoins en logements en intensification** : Il s'agit de privilégier l'intensification urbaine c'est à dire la résorption de la vacance, les changements de destination et les constructions en densification aux extensions urbaines. A ce titre, le projet prévoit qu'une vingtaine de logements soit produite en intensification.
- **Privilégier les opérations d'ensemble pour les extensions et y imposer un taux de densité minimum** : Le SCOT de la CDCHS qui s'impose au PLU dans un rapport de compatibilité et dont l'un des objectifs est également de réduire la consommation d'espaces agro-naturels, fixe un objectif d'optimisation de l'espace avec un taux de densité minimum de 10 log/ha dans toutes les futures opérations d'ensemble des communes rurales.

- **Modérer la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et s'engager dans la lutte contre l'artificialisation des sols** : Le projet vise à réaliser un effort de modération de 50% par rapport à la consommation observée entre 2010 et 2021.

1.2.2 Relever le défi énergétique

- **Penser sobriété et efficacité énergétique** : Il est devenu impératif de faciliter les initiatives visant à réduire la consommation d'énergie et de privilégier les projets « d'habitat bioclimatique » qui consistent à tirer parti des conditions d'un site et de son environnement pour réduire ses besoins en énergie. Cela implique un peu plus de souplesse des règlements en termes d'implantation et de gabarit des bâtiments, pour plus de compacité et de meilleurs apports solaires ou encore en termes de matériaux en privilégiant les éco-matériaux ou ceux bio-sourcés. Le projet est aussi l'occasion de rappeler que la CDCHS a créé **la maison de l'énergie**, l'espace France Rénov, qui assure une mission d'information et de conseil auprès des particuliers et des professionnels pour leurs projets de construction et de rénovation.
- **Ne pas entraver le recours aux énergies renouvelables pour les constructions nouvelles autant que pour les restaurations** : Le projet vise à tolérer les dispositifs exploitant les énergies renouvelables pour les constructions anciennes comme pour les neuves, dès lors qu'ils s'insèrent au mieux à leur environnement urbain et paysager...
- **Soutenir les projets de production d'énergies renouvelables locaux** : Ce type de projets mérite une attention particulière dès lors qu'ils s'insèrent correctement et ne portent pas atteinte ni aux paysages ni au fonctionnement du territoire. Sont concernés les projets photovoltaïques et/ou éoliens ou encore les projets de valorisation énergétique des déchets. La commune de Meux porte d'ailleurs un projet d'installation d'ombrières dans la cour de l'école et de panneaux photovoltaïques sur la grange à rénover de l'ancien presbytère.
- **Mettre en œuvre des principes de l'économie circulaire à l'occasion de tout nouveau projet d'aménagement**, notamment en matière du choix des matériaux (naturels, recyclés...), de l'adoption de modes alternatifs de construction et/ou d'aménagement, ou encore par la réaffectation des constructions et espaces existants à de nouveaux usages.

- **Promouvoir les modes doux de déplacements** : Il s'agit de contribuer à la réduction de l'usage individuel de l'automobile en particulier **pour accéder aux services et équipements communaux** et favoriser le développement des mobilités alternatives aux véhicules thermiques, dont l'usage généralisé sur le territoire constitue l'une des principales sources d'émissions locales de gaz à effet de serre. Pour cela, le projet entend sécuriser les liaisons douces/ créer de nouvelles liaisons douces.
- **Continuer à étoffer le réseau de défense contre l'incendie** : l'installation de défenses extérieures contre l'incendie doit permettre de couvrir les constructions du territoire dans un rayon de 500m pour chaque dispositif, conformément à la réglementation en vigueur. L'objectif est double: protéger l'existant et permettre les constructions nouvelles d'habitation.

1.3 Intégrer le facteur risques et les nuisances

- **Prendre en compte le risque d'inondation par débordement du Trèfle et du Tâtre** : Le principe est de ne pas construire de nouvelles habitations en zone inondable, afin de préserver les champs d'expansion de crues et la capacité d'écoulement des eaux, et de ne pas exposer aux risques des personnes et des biens. Pour ce faire, le PLU s'appuiera sur une cartographie officielle, *l'Atlas des Zones Inondables* qui concerne les abords du Trèfle et du Tâtre.
- **Prendre en compte les risques liés au passage de la RD2** : Reliant Jonzac à Barbezieux-Saint-Hilaire, il s'agit d'une infrastructure de transport terrestre structurante à l'échelle de l'espace de vie de Jonzac. Il s'agira d'encadrer la construction à ses abords afin de prévenir les risques et nuisances.
- **Maintenir les exploitations agricoles en retrait des zones de développement résidentiel et traiter les franges urbaines** : Dans le respect des préconisations des Chartes départementales « Agriculture, Urbanisme et Territoires » et « Riverains », le projet prend soin d'une part, d'éviter les éventuels conflits de voisinage en limitant le développement résidentiel aux abords immédiats des sites d'exploitation. D'autre part, la commune soutient les démarches visant à traiter les zones de contact entre l'espace agricole notamment la vigne, et les zones résidentielles. Il s'agit de constituer des espaces « tampon » de « non traitement », de planter des haies « pare-vent » ou encore de maintenir des surfaces de jardins à la ceinture des zones urbaines.

Le projet environnemental

Contexte

-  Empreinte bâtie
-  ZNIEFF
-  Natura 2000
-  Cours d'eau

Assurer la protection et remise en état de la trame verte et bleue

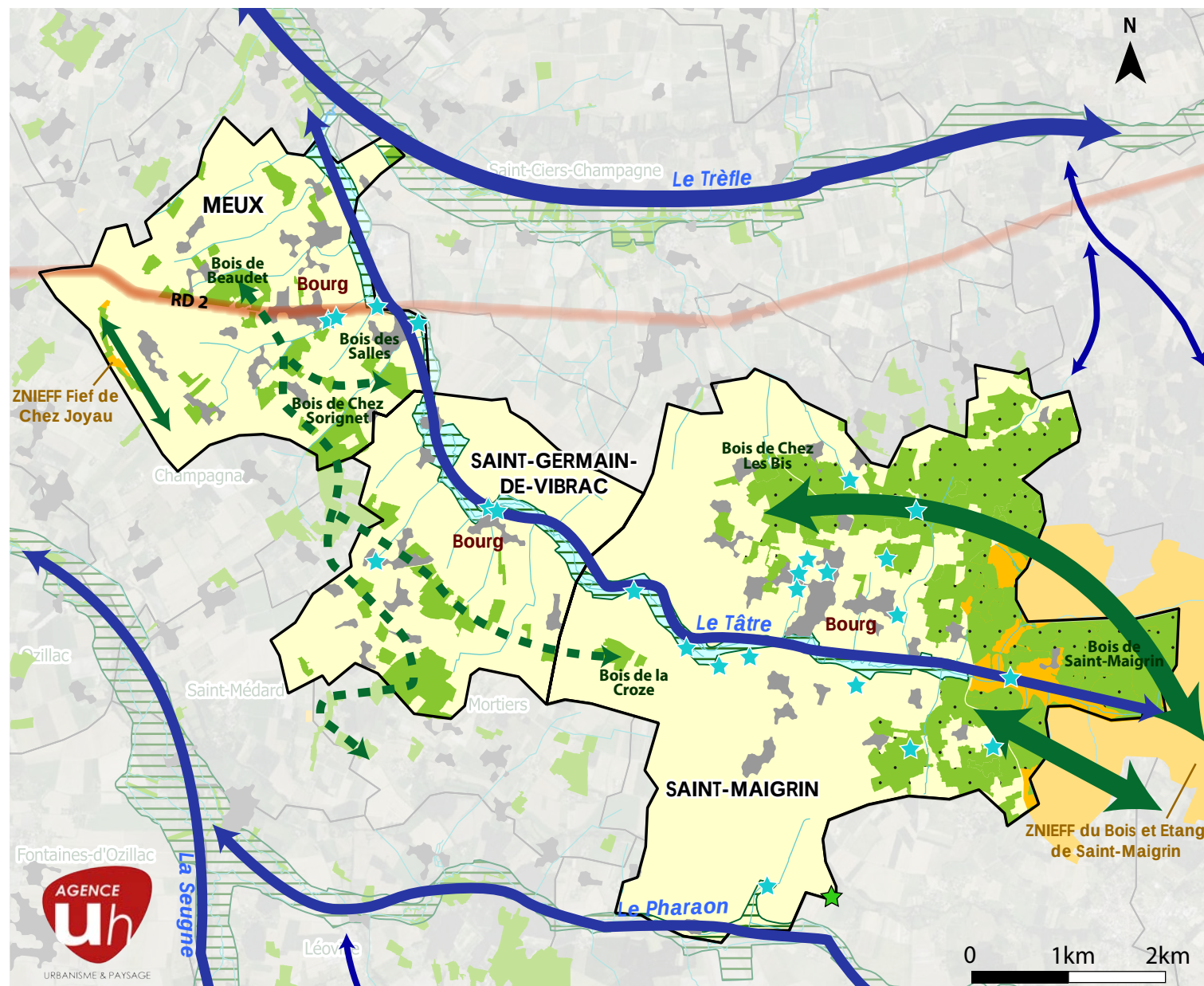
-  Protéger de l'urbanisation les continuités terrestres
-  Protéger de l'urbanisation les continuités aquatiques
-  Protéger de l'urbanisation les continuités dites « en pas japonais »
-  Assurer la mise en valeur durable des boisements en tant que potentielle ressource économique
-  Protéger de l'urbanisation la trame boisée (réservoirs relais)
-  Assurer le maintien de la matrice agricole
-  Préserver les mares et étangs
-  Préserver les arbres isolés, le réseau de haies

Ne pas accentuer les risques de rupture ou de fragmentation

-  Encadrer voire maintenir le développement résidentiel à l'écart des principaux axes routiers du territoire

Intégrer le facteur risque

-  Préserver les zones d'expansion des crues



1.4 Conserver l'identité rurale du territoire

1.4.1 Sauvegarder les paysages emblématiques

- **Préserver les ambiances paysagères, à savoir les paysages de plaine agricole, la dentelle de boisements et les vallons** : Il convient d'éviter tout développement urbain et effet de mitage sur ces ensembles préservés de l'urbanisation.
- **Protéger les cônes de vue et perspectives identitaires** : Il existe des points de vue remarquables notamment depuis **les coteaux des 7 moulins**, qui dominent la vallée de la Seugne tout le long de l'ancienne voie romaine, **en direction de Champagnac ; et également depuis le château d'eau vers le sud de Réaux-sur-Trèfle**.
- **Assurer l'insertion des constructions à leur environnement** : Cela implique notamment de prendre en compte et de respecter l'environnement dans lequel les constructions s'implantent (relief, végétation...), de contenir leur hauteur et au delà de traiter les franges urbaines, c'est à dire de maintenir, à l'image du tissu ancien, un espace de transition entre les parties bâties et les espaces agricoles et naturels. Le rôle des jardins est essentiel !
- **Protéger les surfaces boisées, la trame de haies ainsi que l'ensemble des éléments de patrimoine naturel jouant le rôle de repères paysagers** : Les bois et boqueteaux qui occupent souvent les hauteurs, les haies tout comme certains jardins ou encore des arbres constituent des repères paysagers qu'il convient de sauvegarder et de renforcer via notamment de nouvelles plantations.
- **Prendre garde à l'étalement urbain et notamment au développement linéaire de l'urbanisation aux entrées de bourg et des hameaux** : Le choix des secteurs à urbaniser doit s'opérer dans un souci d'insertion des futures constructions et de préservation des paysages. Il s'agit d'éviter les effets d'intrusion dans l'espace agricole ou de banalisation des entrées par l'implantation de pavillons tout le long.

- **Promouvoir les chemins de randonnée permettant de découvrir et d'apprécier le patrimoine local** : Il convient de rappeler qu'il existe de multiples chemins et sentiers qui traversent la commune, tels que le circuit des Moulins ou une portion du GR360 (Tour de Saintonge). Ce sont des supports pour pratiquer et découvrir le territoire que la commune entend conserver et promouvoir.

1.4.2 Conserver et valoriser le patrimoine bâti

- **Préserver la qualité du bâti traditionnel dans les bourgs comme dans les écarts et permettre son évolution dans le sens d'une valorisation** : Il s'agit de respecter les grandes caractéristiques de l'architecture Saintongeaise et d'éviter l'abandon des anciens bâtiments agricoles dont les volumes présentent pourtant un intérêt architectural... La municipalité ne s'oppose pas pour autant, aux projets de création architecturale ou bioclimatique dès lors qu'ils participent à mettre en valeur ce patrimoine.
- **Inciter à un développement urbain plus compact, privilégiant des formes d'habitat plus denses et plus cohérentes au regard de l'esprit architectural du tissu ancien notamment du bourg** : Cette orientation qui s'inscrit dans une logique d'économie des sols se traduira notamment par des règles adaptées voire plus souples en matière d'implantation avec un objectif de densité à atteindre, mais parallèlement une plus grande attention sur la qualité des espaces verts devra être portée.
- **Inventorier et protéger les constructions emblématiques et les éléments de petit patrimoine tels que les moulins, les puits, les porches...** Il s'agit d'un héritage qui forge l'identité de la commune et peut être un bon support pour partir à la découverte du territoire.

Le projet paysager

Contexte

-  Empreinte bâtie
-  Surfaces agricoles
-  Cours d'eau

Préserver l'équilibre des grands paysages

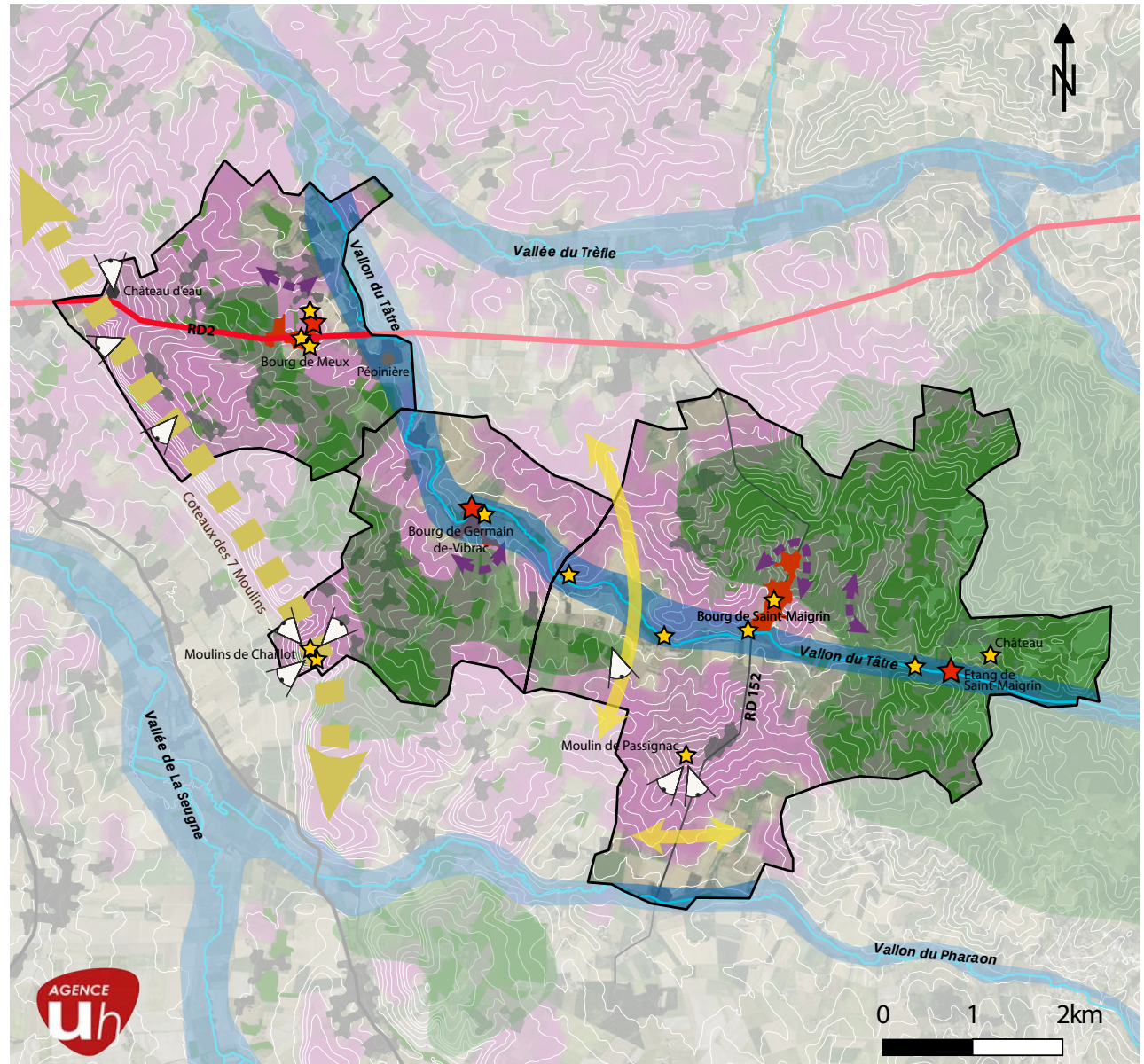
-  Protéger les paysages ouverts et vallonnés à dominante viticole
-  Protéger les paysages semi fermés de la vallée du Trèfle et de ses affluents
-  Protéger les paysages fermés constitués des massifs, bois et bocquets

Conserver et renforcer les repères paysagers

-  Protéger de tout effet de mitage les cônes de vue remarquables
-  Renforcer la protection et la mise en valeur des Monuments Historiques/sites classés
-  Conserver les éléments de petit patrimoine (moulins, lavoirs...)
-  Préserver de l'urbanisation les coteaux des 7 moulins

Penser valorisation du patrimoine

-  Contenir l'étalement urbain des hameaux, mettre fin à la dilution de l'urbanisation
-  Poursuivre les projets de valorisation des bourgs
-  Soigner les abords des grandes infrastructures routières (vitrines)
-  Intégrer le relief (protéger les points hauts, respecter la pente...)
-  Assurer la qualité des franges urbaines des bourgs



2. Animer le territoire et valoriser le cadre de vie: Le défi humain

2.1 Opter pour un projet de croissance raisonnée compatible avec les objectifs supra-communaux

- **Maintenir une croissance démographique positive pour atteindre les 350 habitants d'ici 2036** : Meux qui compte 329 habitants (INSEE, 1er janvier 2022) a enregistré une croissance de +1% par an entre 2009 et 2020. Il s'agit d'une commune rurale, située dans l'aire d'attraction de Jonzac, qui dispose de quelques équipements, services et commerces (école, épicerie, concessionnaire de motos...). A ce titre, le projet consiste à s'inscrire dans les projections du SCOT et à se donner les moyens de gagner environ 2 habitants par an sur la base d'un taux de +0.54%. Pour maintenir la croissance démographique positive, le projet qui prend en compte le calcul du point mort se fixe donc un objectif de production globale de **3 logements par an d'ici 2036**.
- **Poursuivre la diversification de l'offre en logements pour répondre aux besoins de tous et aux objectifs de mixité sociale définis par le SCOT** : Il s'agit à la fois de faciliter le parcours résidentiel des jeunes ménages qui ont de plus en plus de mal à se loger et de maintenir les seniors sur la commune. La municipalité invite les porteurs de projets (construction ou réinvestissement) à adapter leurs programmes à ces évolutions démographiques, en proposant des tailles et des statuts de logements variés.
- **Hiérarchiser le développement résidentiel au profit du bourg** : Cette orientation s'inscrit dans la poursuite des orientations du SCOT visant à augmenter les capacités d'accueil des bourgs en priorité à la fois pour des économies d'espaces, de déplacements, d'énergies, de réseaux...

2.2 Œuvrer pour un bourg dynamique et conforter le cadre de vie des habitants

2.2.1 Maintenir l'offre en équipements, services et commerces

- **Assurer le maintien et les besoins de l'école** : La commune, en RPI avec Réaux-sur-Trèfle, compte une école maternelle d'une classe, pour laquelle elle a dernièrement entrepris des travaux d'isolation du bâti. Il s'agit d'une école pérenne qui devrait connaître une hausse de son effectif dans les prochaines années (naissances liées aux jeunes ménages qui s'installent sur la commune). A travers son projet, il convient pour la commune de garantir l'accueil de nouveaux ménages avec enfants et de continuer à assurer les besoins futurs de l'établissement.
- **Assurer les besoins des associations et des habitants en équipements** : La commune accueille plusieurs associations qui jouent un rôle essentiel dans la vitalité du bourg : *le comité des fêtes, l'association de gymnastique volontaire, l'atelier créatif, l'association inter-communale de chasse Champagnac-Meux...* Il s'agit pour la commune de soutenir cette dynamique collective en assurant l'entretien, la modernisation voire la construction/l'aménagement des équipements communaux.
- **Assurer la mixité du bourg** : La commune est doré et déjà dotée de quelques commerces (épicerie, concessionnaire de motos), jouant un rôle essentiel dans la vitalité et le dynamisme du bourg. Dans son projet, elle entend aussi bien intégrer les entreprises existantes que donner la possibilité à de nouveaux commerces, services, activités artisanales de venir s'y implanter. Pour y parvenir, la municipalité compte surtout sur le réinvestissement des locaux des anciennes activités du bourg (ancien restaurant, ancien garage automobile).

2.2.2 Poursuivre la valorisation des espaces publics tant sur le plan paysager que fonctionnel

- **Consolider le réseau de cheminements doux** : Il s'agit de privilégier les modes doux (piétons et cycles) pour les déplacements de courtes distances en assurant l'accès aux équipements du bourg et en créant de nouvelles liaisons douces dans les futures opérations. En plus de la liaison piétonne existante reliant l'école à la mairie, la commune envisage de créer un nouveau cheminement doux afin de relier l'école au lotissement de la Font Chapeau.
- **Sécuriser les abords et intersections de la RD 2** : Certaines intersections sont à sécuriser au regard du trafic, de la vitesse des usagers et du manque de visibilité sur cet axe structurant à l'échelle locale.
- **Soutenir l'ensemble des alternatives à la « voiture individuelle »** : En plus de la création de liaisons douces, la commune soutient les initiatives de co-voiturage et les autres dispositifs comme le transport à la demande...

2.3 Pérenniser les activités économiques de la commune

2.3.1 Soutenir l'activité agricole

- **Assurer la pérennité des exploitations agricoles** : Il s'agit de ne pas développer l'habitat à proximité immédiate des sites d'exploitation au risque de générer des conflits de voisinage ou d'entraver le développement ou la reprise des exploitations.
- **Lutter contre l'artificialisation des surfaces agricoles** : La conservation du potentiel agricole du territoire est aujourd'hui une priorité et justifie de lutter contre l'étalement de l'urbanisation notamment dans la plaine.
- **Traiter les franges urbaines au contact des espaces cultivés** : Il s'agit de conserver des espaces « tampon » dans la logique d'espace de non traitement aux abords des zones résidentielles.
- **Soutenir les projets de diversification** : Dans le prolongement de l'activité agricole, les exploitants peuvent développer les projets de vente directe à la ferme, d'agrivoltaïsme ou encore de tourisme à la ferme (ferme, aire de camping). Des initiatives que la commune entend soutenir dès lors qu'elles participent à dynamiser le territoire et valorisent les ressources locales.

2.3.2 Garantir le maintien des activités artisanales sur la commune

- **Conserver les activités industrielles et artisanales isolées** : la commune compte un garage automobile et un commerce de gros spécialisé dans la vente de matériels et d'engins agricoles. Il s'agit d'activités pérennes et sources d'emploi localement, que la commune doit intégrer dans son projet.

2.3.3 Faire des ressources et du patrimoine de la commune un atout

- **Soutenir les projets touristiques, tel que le projet de tiers lieu «la Maison des créateurs» :** Les hébergements et sites d'accueil touristiques participent à faire vivre le territoire et sont à intégrer au projet dès lors qu'ils respectent l'environnement dans lequel ils s'insèrent et ne compromettent pas l'activité agricole ou sylvicole (ex : changement de destination d'une ancien bâtiment agricole en gîte). La commune soutient d'ailleurs le développement du tiers-lieu, «la Maison des créateurs», site éco-touristique visant l'accueil de touristes, professionnels... qui concourt à l'animation et la valorisation du territoire communal et intercommunal.
- **Encourager la mise en place et le développement des « circuits courts » :** Les ventes directes sont aujourd'hui attractives à la fois pour l'habitant soucieux de mieux s'alimenter et de consommer local et pour le touriste qui prend le temps de découvrir les produits du terroir. La commune compte un producteur de kiwis bio et une productrice de safran qui vendent directement à la ferme.
- **Promouvoir la randonnée :** Il existe plusieurs chemins de randonnées et ces derniers sont très pratiqués, générant du passage sur la commune. Il s'agit là de continuer à assurer leur promotion pour capter les visiteurs.

Habitat, équipements, économie

La dynamique résidentielle - La hiérarchisation

- Renforcer le bourg en priorité via des opérations en densification et en extension
- Densifier ponctuellement les principaux hameaux
- Faciliter le réinvestissement et la valorisation du bâti existant

L'offre en services et équipements

- Assurer le bon fonctionnement de l'établissement scolaire et des autres équipements du bourg

La dynamique économique

- Assurer la mixité de services et commerces dans le bourg en conservant les commerces existants et en donnant les moyens à d'autres entreprises de s'y implanter
- Soutenir l'activité agricole et les projets de diversification
- Lutter contre l'artificialisation des surfaces agricoles
- Soutenir le projet de tiers-lieu «la Maison des créateurs»
- Soutenir les activités qui participent à animer la commune (salle de réception et producteurs de kiwis et safran)
- Assurer la pérennité du Groupe Ouvrard et du garage Baudry

La mobilité

- Sécuriser la RD 2 et ses carrefours
- Créer une liaison douce entre l'école et le lotissement de la Font Chapeau

